

Dans la banlieue de Pékin, où s'entassent les immigrants de l'intérieur, les écoles pour les sans-papiers sont menacées de fermeture par les autorités

La bataille des écoles de migrants

Pékin
Correspondant

Yang Qin ne décolère pas. Faut-il être mesquin pour priver une école d'eau et d'électricité ! Cet enseignant à la retraite de 64 ans occupe la fonction de principal de l'école de Dongba, un village urbain de Pékin, à l'est du quatrième périphérique de la capitale. Les élèves de Yang Qin sont tous des enfants de « migrants », ces paysans des provinces pauvres qui viennent bosser à Pékin et s'entassent par dizaines de milliers aux frontières de la mégapole.

Nombre des marmots qui virevoltent dans la cour de l'école ce jour-là sont pourtant nés dans la capitale. Mais ce sont des sans-papiers de l'intérieur, privés du droit à l'éducation publique et gratuite. Alors, les parents se sont organisés : l'école de Dongba, qui accueille 1300 élèves de la maternelle au collège, a été construite en 2000 grâce à l'aide de petits patrons de province. Elle occupe un terrain commercial loué au village, avec un bail qui court jusqu'en 2013. La scolarité revient à l'équivalent de 75 euros par semestre.

Or, Dongba et des dizaines d'autres écoles de migrants de Pékin sont sur la brèche. Les menaces de démolition se sont succédé tout l'été. « Le 27 juillet, le bureau de l'éducation du canton [le plus bas échelon local] nous a ordonné de fermer l'école le 25 août. Prétendument pour des problèmes de qualité des bâtiments, d'installation électrique et de prévention des incendies. Or, on a tous les certificats ! Le bureau d'éducation du district nous inspecte même deux ou trois fois par semestre », s'emporte Yang Qin, le principal.

Quand l'électricité a été coupée début août, les gérants de l'école ont loué des générateurs pour assurer les classes d'été. Puis ce fut le tour de l'eau. Il fallut s'en procurer dans un autre quartier : les livreurs de Dongba refusent d'approvisionner l'école. Des gardes-chiourmes du comité du village font même le guet devant le portail.

Près d'une quinzaine d'écoles de migrants ont mis cet été la clé sous la porte – souvent, note toutefois un expert, car des baux expiraient. Ou à la suite du regroupement d'une école avec une autre. Mais l'émotion qu'a suscitée chez les « bobos pékinois » cette offensive en règle des autorités locales contre les écoles de migrants – le *Nouveau Quotidien de Pékin*, le journal des milieux intellectuels et progressistes, a publié trois « une » sur le sujet – et la mobilisation de quelques activistes ont permis à celles qui, comme Dongba, présentent des gages solides de respectabi-



L'heure de la sieste à l'école pour enfants de migrants du quartier de Dongba (Pékin), menacée de fermeture par les autorités locales. GILLES SABRIÉ POUR « LE MONDE »

lité, de résister. Pour un temps. Yang Qin a reçu un nouvel ultimatum pour le 10 septembre.

L'embarras des autorités sur la question est palpable. « Le bureau d'éducation de la ville de Pékin n'a jamais admis avoir autorisé la fermeture de ces écoles et a toujours dit qu'il ne laisserait pas un seul enfant non scolarisé. Mais je crois qu'ils font surtout attention à ne pas se retrouver dans la situation

Les menaces de démolition se sont succédé tout l'été

du ministère du rail [dont la communication a été désastreuse après la catastrophe ferroviaire du 23 juillet], opine Tian Kun, un avocat pékinois qui a créé une ONG pour aider les écoles de migrants. On l'a menacé de le suspendre du barreau s'il le faisait en tant qu'avocat. « Or, rien ne dit qu'il n'y ait pas une politique secrète de la ville qui pousse à les fermer pour limiter le nombre de migrants. Et les bourgs et les cantons font le sale travail », poursuit-il. Pékin compterait envi-

ron 150 000 enfants de « paysans migrants ».

Les bureaux d'éducation des districts de Pékin ont dû annoncer des mesures d'urgence. Ainsi, le district de Chaoyang, où se trouve Dongba, propose de recaser les élèves dans d'anciennes écoles publiques de village, certes propres et bien conçues. Mais les parents les trouvent trop loin de leur domicile. Et l'une d'entre elles est au milieu d'un champ de ruines. Ils se méfient des gérants, qui ne sont pas « des leurs ». Et craignent que les prix augmentent l'année d'après. Déjà, la cantine coûte 8 yuans (80 centimes d'euros), deux fois plus que dans les écoles de migrants. Enfin, question de principe, mais aussi d'argent, les « investisseurs » ne veulent pas perdre leur mise : « Régularisez nos écoles et dotez-les de moyens », plaident-ils – une voie ouverte récemment par la municipalité de Shanghai.

« L'éducation est de la responsabilité de l'Etat », estime Luo Liang, 44 ans, le fondateur de l'école primaire pour migrants de Jianxin-zhuang, un village du district de Daqing, dans le sud de la capitale. « On a juste comblé une lacune, à l'époque où l'économie était en plei-

ne transition. Sinon, ces gamins seraient illettrés ! » Lui-même a quitté le Henan à 29 ans pour Pékin, après que la coopérative agricole où il travaillait a fermé. Il a d'abord vendu des souvenirs dans un souterrain. Sa femme, qui était institutrice, l'a rejoint.

Avec leurs économies et un prêt de la banque de l'agriculture du Henan, ils ont ouvert une école pour les autres migrants en 2005. L'année suivante, elle a failli fermer – lors d'une première vague de démolition. Luo Liang a alors rassemblé d'autres fonds auprès de ses proches, afin de la doter d'équipements et de certifications idoines. Il affirme réunir la plupart des conditions pour obtenir une licence d'école privée, comme d'autres l'ont obtenue en 2006. Mais on refuse de la lui accorder. Or, les écoles publiques des environs ne peuvent absorber son millier d'élèves de primaire...

Quand, en juin, les responsables du bourg lui ont demandé de plier boutique, sans quoi « ils emporteraient toutes les tables et les chaises », le directeur Luo a tenu bon. Il a sorti dans la cour de l'école les photos du secrétaire du parti du village venu visiter l'établissement l'an-

née précédente. Des parents ont signé une pétition. Trois ultimatums sont passés – mais rien n'est arrivé. Puis les autorités du bourg ont jeté l'éponge – oralement. Alors, sur un grand tableau noir qu'il a posé à côté du portail, Luo

Liang a inscrit à la craie blanche la nouvelle date de rentrée des classes, le 1^{er} septembre, en remerciant « l'aide des médias ». Il savoure cette mini-victoire. Mais sait que la bataille est loin d'être gagnée. ■

Brice Pedroletti

